

Les Andelys : ils disent non à la réforme des retraites au collège Rosa-Parks

Enseignants et personnels du collège Rosa-Parks, aux Andelys (Eure), manifestaient contre la réforme des retraites. Jeudi 16 mars 2023, ils organisaient une journée "collège mort".



Une vingtaine d'enseignants et de membres du personnel du collège Rosa-Parks aux Andelys (Eure) a manifesté contre la réforme des retraites jeudi 16 mars 2023.

Ils étaient une vingtaine d'enseignants et de personnels du collège Rosa-Parks à faire le pied de grue ce jeudi 16 mars devant l'établissement situé aux Andelys (Eure).

Une opération collège mort avait été lancée à l'appel des enseignants.

Contestation aussi locale

Laurent Farin, professeur de technologie et secrétaire départemental de la CGT enseignante de l'Eure, explique : "Nous voulons manifester notre opposition à la réforme des retraites et montrer que la contestation est aussi présente au niveau local dans de petites villes".

[Les Andelys : le cabinet de sophrologie ouvre ses portes ce week-end](#)

Mardi, les enseignants, qui ont ensuite été rejoints par des AED et des AESH, avaient informé les parents d'élèves de leurs intentions par le biais d'un tract. "Globalement, les parents se sont montrés compréhensifs et ils sont peu nombreux à avoir envoyé leurs enfants en classe", assure Laurent Farin. "À 8 heures, aucun cours n'était assuré", ajoute-t-il.

Dans une ambiance bon-enfant, enseignants et personnels discutaient du projet de réforme des retraites pour lequel le Gouvernement Borne a engagé sa responsabilité et tente de faire adopter par le biais de l'Article 49.3 de la Constitution. "Nous avons aussi proposé aux parents d'élèves de nous rejoindre pour échanger et montrer leur désaccord", précisait le syndicaliste.

Des pancartes placées sur le rond-point devant l'établissement invitaient aussi les automobilistes à klaxonner pour dire leur soutien au corps enseignant et/ou leur opposition à la réforme.

"Les élèves pénalisés par la réforme"

Un professeur spécialisé dans l'enseignement à destination des élèves frappés par le handicap témoigne de son inquiétude : "Avec cette réforme, nous devons aller jusqu'à 64 ans. S'occuper d'élèves, d'autant plus lorsqu'il s'agit de jeunes atteints de handicap, ça demande d'avoir une bonne santé".

[Le député socialiste Philippe Brun dénonce "l'iniquité" de la réforme des retraites](#)

En rallongeant le nombre de trimestres de cotisation, "ce sont les élèves que l'on va pénaliser au final, car cela augmente les risques de problème de santé et donc les arrêts de travail", estime-t-il. "C'est d'autant plus dramatique quand on sait les difficultés que l'on a à trouver des remplaçants", regrette cet enseignant.

La manifestation s'est poursuivie jusqu'à la fin de la journée devant l'établissement.